

Synthèse

La Méditerranée, en particulier la rive Sud et Est, est et sera plus touchée par le changement climatique que la plupart des autres régions du monde au cours du 21^{ème} siècle.

Les impacts de la hausse des températures, la diminution des précipitations, l'augmentation du nombre et de l'intensité des événements extrêmes et la hausse possible du niveau de la mer se superposent et amplifient les pressions liées aux activités humaines déjà existantes sur l'environnement naturel.

A travers, la question cruciale de la raréfaction des ressources en eau, leurs effets devraient avoir des conséquences lourdes au cours du 21^{ème} siècle sur les activités humaines, en particulier sur l'agriculture, la pêche, le tourisme, les infrastructures, les zones côtières urbanisées ou encore la production d'hydroélectricité. Afin de minimiser autant que possible les dégâts et les pertes économiques, de nombreuses options d'adaptation devront être identifiées et mises en place.

L'énergie se trouve au cœur de la problématique du changement climatique. D'une part, c'est le principal secteur émetteur de gaz à effet de serre, et, les émissions de CO₂ dans le futur pourraient augmenter bien plus vite que la moyenne mondiale. D'autre part, la production hydro-électrique, relativement importante dans certains pays (13% de la production d'électricité dans les PSEM), est contrainte par le climat de même que le refroidissement des centrales. Enfin la demande d'énergie (en particulier d'électricité), en très forte hausse dans la région pourrait encore s'accroître du fait de demandes supplémentaires nécessaires pour pallier les effets du changement climatique (dessalement de l'eau, climatisation des bâtiments...etc.).

Développer à grande échelle les énergies renouvelables et donner la priorité à l'efficacité énergétique pour maîtriser la croissance de la demande, les émissions de CO₂ et desserrer les contraintes énergétiques est aujourd'hui une opportunité économique pour les PSEM. Les coûts de la non action montrent qu'investir aujourd'hui dans ce domaine peut produire des bénéfices économiques de l'ordre de 30 milliards à l'horizon relativement proche de 2015 (avec un baril à 120 USD). En outre, économiser une TEP (tonne équivalent pétrole) coûte de 4 à 5 fois moins que mobiliser une TEP supplémentaire d'énergie fossile.

Dans les PSEM, en plein développement, de nombreuses possibilités d'anticipation existent pour les 7 à 10 prochaines années pour à la fois maîtriser la hausse des consommations, la croissance des émissions de CO₂ et diminuer la vulnérabilité du secteur de l'énergie.

L'option de l'efficacité énergétique (EE) est possible immédiatement et présente le rapport coût/efficacité le plus élevé, en particulier dans le secteur du bâtiment (eau chaude sanitaire, éclairage basse consommation, isolation des bâtiments), mais aussi celui de l'industrie et du transport.

L'option des énergies renouvelables (ER) est également réalisable immédiatement, en parallèle, pour certaines filières. A terme, la filière solaire présente un intérêt particulier tant au niveau national que pour le développement d'un marché euro-méditerranéen de l'électricité renouvelable.

L'accélération de la pénétration du gaz naturel et/ou la rénovation des centrales les plus anciennes sont également des solutions pour réduire les émissions de CO₂. D'autres options comme celles de la capture et du stockage du carbone pour pallier les émissions liées à l'utilisation du charbon pour la production électrique apparaissent encore très coûteuses, incertaines et ne verront probablement pas de développement à grande échelle dans les PSEM à l'horizon 2020-2025.

Enfin, les choix, en particulier dans le secteur de « l'eau », de l'urbanisme, du tourisme (transport, organisation spatiale, bâtiments) détermineront les croissances futures de consommation d'énergie et la vulnérabilité de la région face au changement climatique. Ils ne peuvent plus se traiter indépendamment des questions énergétiques.

A ce jour, compte tenu des contraintes et des incertitudes tant climatiques qu'énergétiques et de la croissance de la demande d'énergie dans les PSEM, le renforcement du rôle des ER et de l'EE dans tous les secteurs devient une nécessité plutôt qu'un choix.